

Chronique des confins

JEAN-PAUL DELÉAGE ET ESTIENNE RODARY

Le choc sportif

Alors que l'Afrique du Sud, comme le reste de la planète, peine à sortir des effets de la crise financière de 2008, le sujet a subitement disparu des médias nationaux. Un autre bouleversement majeur arrive en effet sur le sol africain : pour la première fois de son histoire, la Coupe du monde de football se déroule en Afrique.

Voir venir le « plus grand événement sportif au monde » sur le continent, c'est assister à la création et à l'instrumentalisation de l'idéologie du développement. L'ensemble des commentateurs, en Afrique comme dans le reste du monde, ont plongé dans la rhétorique développementaliste comme si la réussite ou non de la Coupe du monde pouvait définitivement sceller le destin politique et économique du pays. Les tonnes de bétons nécessaires à la fabrication des stades, les parkings et les autoroutes qui vont avec, ainsi que le contrôle des foules sont devenus les uniques mesures de développement. À en croire les médias, que l'Afrique du Sud peine à gérer 100 000 personnes autour de Soccer City, ou échoue à vendre ses tickets à Nelspruit (stade de 41 000 places pour 118 000 habitants) et le pays versera dans le plus extrême sous-développement. Que la compétition se déroule sans incident, et le pays pourra conforter son statut de pays émergent : *« C'est en tout cas un pays imaginaire que nous fêtons – uni, bien gouverné et compétitif^[1] »*.

Une telle focalisation sur des travaux de bétonnage que plus personne, à l'exception de la Chine, n'oserait engager pour autre chose que le sport, en dit moins sur un supposé développement du pays que sur les intérêts de ceux que ces travaux servent. Entrepris à marche forcée, ces travaux se sont élevés à 40 milliards d'euros depuis 2004 (prouvant du coup que si la volonté politique est là, des travaux d'infrastructure de grande envergure peuvent être faits dans les temps) pour des revenus prévus de 5 à 9 milliards d'euros. Il fallait alors bien dépasser le simple statut de pays hôte d'une manifestation sportive pour justifier de telles dépenses, dans un pays où 50 % de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Car voir venir la Coupe du monde en Afrique du Sud, c'est surtout observer l'obscénité d'une propagande qui se déploie autour de l'événement.

[1] N. Dawes, « The dream team », *Mail & Guardian*, 11 juin 2010, p. 2.

nement, orchestrée par la Fédération internationale de football association (FIFA) elle-même, ses partenaires, le gouvernement sud-africain, et relayée pendant un temps par la très grande majorité des médias du pays. «*Est-ce que l'Afrique peut organiser la Coupe du monde? L'Afrique peut l'organiser. L'Afrique du Sud va l'organiser!*» martèlent les chaînes nationales, suivant un argumentaire désormais classique où la proximité sémantique entre le continent et le pays promet tous les espoirs d'une «renaissance africaine» que l'Afrique du Sud veut représenter. Dans ce contexte, les Sud-Africains n'accueillent pas seulement une manifestation sportive, mais doivent montrer au monde la face gagnante du continent, en exhibant un patriotisme d'autant plus légitimé qu'il renforce le sentiment national dans un pays rongé par les divisions de l'apartheid.

Et tandis que les radios nationales enjoignent les Sud-Africains à porter le t-shirt de l'équipe des Bafana Bafana, à chanter l'hymne national et à accueillir chaleureusement (entendre sans crime) les supporters étrangers, les accords entre la FIFA et le gouvernement sud-africain empiètent directement sur la souveraineté nationale : instauration d'un périmètre d'un kilomètre autour des stades où les droits commerciaux et publicitaires sont limités aux partenariats de la FIFA ; obligation pour les journalistes accrédités de signer un contrat restreignant leur liberté d'expression à des sujets ne nuisant pas à l'image de la FIFA ; autorisation pour la FIFA de transférer librement et sans limitation des devises étrangères de et vers l'Afrique du Sud ; exemption d'impôts sur toutes les opérations de la FIFA, ses associés et sa délégation (c'est-à-dire toute personne que la FIFA déclare être dans sa délégation) ; et engagement par le gouvernement qu'il «*assurera, défendra et indemnera la FIFA contre toutes procédures, réclamations et coûts associés (y compris les coûts de conseil légal par des professionnels)*»^[2].

Une vaste machinerie s'est construite, associant intérêts économiques et politiques, que les Sud-Africains subissent directement. Policiers mobilisés pour contrôler la bonne tenue des matchs et pour assurer la protection des VIP de la FIFA, expulsions des vendeurs de rue aux abords des stades et dans les centres-villes, immobilisation de 200 places d'hôpitaux dans chacune des villes où se déroulent les matchs : l'État sud-africain s'est mis au service de la FIFA et de ses intérêts commerciaux. La clique d'oligarques suisses assure également ses arrières : avant le début de la coupe, la FIFA aurait déjà engagé 50000 enquêtes en Afrique du Sud pour vérifier que les droits commerciaux qu'elle détient ne soient pas utilisés sans son accord, contre 3700 en Allemagne il y a quatre ans^[3]. C'est un véritable système économico-policié qui s'est mis en place et qui n'a pu être justifié dans

[2] N. Tolsi, «FIFA called the shots – and we said “yes”», *Mail & Guardian*, 4-10 juin 2010, p. 6.

[3] Editorial, «South Africa: Sepp Blatter for president – Was SA too desperate to stand up to FIFA lawyers?», *Business Day*, 13 avril 2010.

un pays récemment sorti de l'apartheid que grâce à la force d'un choc sportif hors de mesure politique. La FIFA a donné les moyens financiers au gouvernement sud-africain pour militariser l'espace et créer de nouvelles ségrégations entre la minorité d'une part – monde sportif avec ses *golden boys*, hommes d'affaires désormais blancs et noirs, touristes, journalistes serviles, tous confinés entre hôtels de luxe, circuits de détente, bordels et stades bien sûr – et, de l'autre, l'immense majorité livrée à la misère et à la corruption du quotidien. Jérôme Valk, secrétaire de la FIFA, a reçu les remerciements du chef de la police soulignant: «*Il n'aurait jamais obtenu autant de budget pour avoir plus d'hélicoptères, plus de systèmes de protection sous-marine, plus de systèmes de protection au niveau des frontières, des fusils d'assaut, des snippers*^[4]» sans la Coupe du monde.

La démesure des demandes de la FIFA et l'acquiescement de l'État ont finalement fait monter la critique. Les milieux de la presse avaient déjà, depuis deux ans, engagé des actions légales contre la FIFA et les contrats qu'elle imposait aux journalistes. Sans remettre en cause les clauses limitant la liberté d'expression, la FIFA s'est alors engagée par écrit à ne pas les utiliser. Plus récemment, la presse s'est fait l'écho des critiques de plus en plus acerbes adressées au comité d'organisation de l'événement. «*Nous ne devrions pas accepter des précédents que nous regretterons plus tard*» déclare le médiateur de l'hebdomadaire de référence *Mail & Guardian*, insistant sur le risque de voir des pratiques qui fragilisent directement les institutions du pays se pérenniser au lendemain de la Coupe^[5]. Le très sélect *Business Day* affirme que «*nous commençons seulement à voir l'horreur complète de ce que le gouvernement a signé pour obtenir que la Coupe vienne sur son sol*^[6]». Et le *Star* ose espérer que la «*face hideuse*» de la FIFA aura servi de leçon au pays pour de futures négociations internationales^[7]. Ces critiques n'auraient sans doute pas été possibles en France, où les médias, alourdis par les armes et le béton qui encombrant les épaules de leurs patrons, ne se sont que peu souciés des prérogatives exorbitantes de la FIFA lors des précédents tournois, mais elles sont relayées par la société sud-africaine, qui associe une préoccupation pour son équipe nationale à un jugement sans appel sur la FIFA et son impérialisme.

En Afrique du Sud comme ailleurs, alors que se dissipent les brumes de la crise qui a justifié des mesures drastiques d'aide aux grands groupes financiers en même temps que des plans d'austérité pour les peuples, les nuages du foot permettent d'avancer des mesures que le pays n'aurait sinon jamais acceptées. Plus que jamais le capitalisme du désastre décrit par Naomi Klein est la forme dominante du fonctionnement du système global.

[4] R. David, F. Lebrun et P. Vassort, *Footafric. Coupe du monde, capitalisme et néocolonialisme*, L'Échappée, Montreuil, 2010, p. 25.

[5] F. Kruger, «We should not accept precedents we will later regret», *Mail & Guardian*, 5-12 février 2010, p. 2.

[6] Éditorial, *Business Day*, *op. cit.*

[7] A. Crotty, «Fifa's "hideous face" may teach us self-confidence», *Business Report*, 15 juin 2010, p. 18.

La pieuvre FIFA dans la stratégie du choc

L'organisation de la Coupe du monde de football en Afrique du Sud est le dernier exemple du rôle dévolu aux grands événements sportifs dans le développement de la domination politique des nouvelles formes de capitalisme néocolonial. L'institution sportive donne ainsi consistance à l'idée fausse d'une nouvelle société. Déjà en 1995, la Coupe du monde de rugby avait donné lieu à la comédie de la réconciliation nationale avec la caution de Nelson Mandela: il fallait que les Noirs pardonnent aux Blancs la politique ségrégationniste séculaire de l'apartheid. En 2010, les Blancs sont appelés à se réjouir autour du sport pratiqué majoritairement par les Noirs.

Mais c'est beaucoup plus encore qui se joue avec la Coupe du monde de football. Il s'agit de favoriser l'entrée à part entière de l'Afrique du Sud dans l'ordre injuste du monde globalisé néolibéral, comme l'affirme le président Jacob Zuma: «*Nous devons travailler à faire du Mondial un point de basculement pour le marketing de notre pays*^[8].» Les fantasmes d'une nation arc-en-ciel, qui nous rappellent les slogans éphémères des supporters d'une France «*black-blanc-beur*» de 1998, ne sont que le paravent «sportif» d'une nation déchirée par les inégalités sociales et les violences, et de l'incapacité de l'État à assurer la sécurité nécessaire à la «bonne» réalisation de cette Coupe du monde. La FIFA, aujourd'hui l'une des institutions non gouvernementales les plus puissantes du globe, est l'entremetteur idéal entre les pays riches et un pays comme l'Afrique du Sud, véritable eldorado grâce à ses ressources naturelles et l'abondance de sa «*population pauvre à exploiter pour les différents sponsors de toute forme de capitalisme*^[9]». Situation d'autant plus intéressante que le pays est la première puissance économique du continent africain. Nous abordons ici la question des rapports symbiotiques et inquiétants entre la FIFA et les États. Depuis la retransmission télévisée des matchs dans le monde entier dans les années 1970, la FIFA est devenue un rouage essentiel de la globalisation. Avec l'organisation de la Coupe aux États-Unis en 1990, la FIFA préparait au cœur de la première puissance mondiale la pénétration du football dans le secteur des grandes activités du néolibéralisme. En 2002, la pieuvre FIFA lançait un nouveau tentacule en Asie, en organisant sa percée vers la Chine par le truchement d'une co-organisation Japon-Corée du Sud. L'Afrique du Sud en 2010 clôt l'expansion géographique de la puissante FIFA, faisant bon ménage avec des régimes fascistes, dictatoriaux ou plus simplement autoritaires ou néolibéraux. Elle achève en quelque sorte la marchandisation totale des sociétés et

[8] *Jeune Afrique*, 31 décembre 2009.

[9] R. David et al., *op. cit.*, p. 31.

de leur environnement. Non seulement cette compétition n'améliorera en rien la situation tragique à bien des égards de la majorité de la population, mais elle y reproduira et élargira le processus économique et politique antidémocratique en cours, en donnant même de nouvelles opportunités à la prostitution. Chacun se souvient que la vente du corps des femmes y avait acquis ses lettres de noblesse lors de la Coupe de 2006 en Allemagne qui avait installé des méga-bordels, dits « Eros Center », à proximité des stades. Il est vrai que du plus gigantesque de ces bordels à la plus modeste cabine de prestation, « *de telles installations permettaient, selon les autorités allemandes, d'assurer la protection des prostituées ainsi que la distribution gratuite de préservatifs*^[10] ». Et après tout d'ailleurs, comme l'a benoîtement expliqué le président et oligarque suisse de la FIFA, Sepp Blatter, aux Sud-Africains eux-mêmes : « *La prostitution arrivera. On ne peut rien y faire. Ce n'est pas un problème pour la FIFA : je dirais que c'est plus un problème pour vous, Sud-Africains. Si vous la considérez comme un problème*^[11]. »

Le voyage triste d'un sport populaire

L'histoire est ancienne de ce sport populaire qu'est le football et dont les instances dirigeantes ont noué les plus troubles des liens troubles avec les instances politiques et les milieux d'affaire. « *En 1901, la finale de la coupe d'Angleterre, opposant Sheffield et Tottenham, se déroulait déjà devant 114 000 spectateurs*^[12]. » La finale du Mondial 1994 a été regardée par deux milliards de téléspectateurs, soit un public plus nombreux que tous ceux qui se sont réunis tout au long de l'histoire de la planète. Comme l'écrit Eduardo Galeano : « *L'histoire du football est un voyage triste, du plaisir au devoir. À mesure que le sport s'est transformé en industrie, il a banni la beauté qui naît de la joie de jouer pour jouer. En ce monde de fin de siècle, le football professionnel condamne ce qui est inutile, et est inutile ce qui n'est pas rentable*^[13]. » On ne peut donc comprendre ce qu'a été ce siècle, écrit Jean-Claude Michéa, « *si on néglige ce qu'a été le football et les passions qu'il mobilise*^[14] ». Cette histoire a été somptueusement écrite par Galeano : échappée d'Angleterre, cette distraction était descendue à terre en Amérique latine, sur les rives de La Plata et, comme le tango, le football prit racine et grandit dans les faubourgs des grandes villes. Grâce à son langage universel, les ouvriers expulsés des campagnes se retrouvaient avec les travailleurs expulsés par l'Europe. Le ballon de foot unissait « *les autochtones pauvres et les manœuvres qui avaient*

[10] *L'Humanité*, 17 mars 2006.

[11] *Metro*, 11 mars 2010.
[12] J.-C. Michéa, *Les intellectuels, le peuple et le ballon rond*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1998, p. 11.

[13] E. Galeano, *Le football, ombre et lumière*, Climats, Castelnau-le-Lez, 1995.

[14] J.-C. Michéa, *op. cit.*, p. 11.

traversé l'océan depuis Vigo, Lisbonne, Naples, Beyrouth ou la Bessarabie, et qui rêvaient de conquérir l'Amérique [...] Le football avait fait un beau voyage : après avoir été organisé dans les collèges et les universités anglaises, en Amérique du Sud il égayait la vie des gens qui n'avaient jamais mis les pieds dans une école^[15]». Toutes les vertus qui pendant un siècle avaient fait du football le plus populaire des sports sont désormais laminées par l'utilitarisme du marché global. Mais le cousinage, voire la compromission, avec l'affairisme politique dans ses pires versions est plus ancien.

Dès 1934, Jules Rimet, président français de la FIFA, ne voyait aucune raison de ne pas disputer la seconde Coupe du monde dans l'Italie fasciste, tournoi gagné d'ailleurs par la Squadra Azzura, bien qu'il ait noté lui-même qu'il «*avait l'impression que, durant cette Coupe du monde, le vrai président de la FIFA était Mussolini*^[16]». Ce qui n'empêcha nullement la FIFA d'aller jusqu'au bout de la compromission par la voix du même Jules Rimet, saluant l'exemple donné par la fédération italienne du jeu de balle «*en organisant et en gagnant la Coupe du monde 1934. Je les en félicite et j'admire la foi capable de susciter de telles vertus*^[17]». Quant à la France, organisatrice de la troisième édition en 1938 dans le contexte détestable de la montée généralisée du fascisme en Europe, elle se prêta alors à ce jeu sinistre pour détourner de l'essentiel, c'est-à-dire du politique. À l'époque, il se trouva d'ailleurs des journalistes pour estimer que «*le football a réalisé un petit miracle en offrant l'exemple de la paix sur les stades*^[18]».

Chili 1962, et surtout Argentine 1978, puis Mexique 1970 et 1986 furent marqués par des événements tragiques. Le 6 juin 1969, le match de qualification entre le Salvador et le Honduras déclencha une nuit d'horreur, de pillage et de viols dans la capitale hondurienne, soldée par une guerre de cinq jours et de plus de 5000 morts entre les deux pays. En 1986, à la veille de la compétition au Mexique, un violent séisme provoqua plus de 20000 victimes et des dégâts considérables dans un pays en grande difficulté économique, suscitant du journal L'Équipe ce commentaire stupéfiant, si l'on ose dire : «*Cette 13^e édition [...] arrive à point pour faire oublier l'horreur du séisme*^[19]». Bien qu'en 1978, l'Argentine ait été écrasée par la junte militaire sanglante du général Videla, il n'a jamais été question pour la FIFA de déplacer la Coupe et Thierry Roland, ce monument français du journalisme sportif a pu écrire : «*Cinq semaines se sont écoulées et il ne s'est rien produit de tragique au contraire. [...] N'en déplaise à certains je ne garderai pas un mauvais souvenir de ce Mondial*^[20]».

Aujourd'hui comme hier, la FIFA n'a aucune raison éthique de ne pas être partie prenante du processus politique de globalisation en uti-

[15] E. Galeano, *op. cit.*

[16] R. David *et al.*, *op. cit.*, p. 76.

[17] *Ibid.*, p. 77

[18] J.-P. Rhétacker et J. Thibert, *La fabuleuse histoire du football*, La Martinière, Paris, 1996, p. 117.

[19] R. David *et al.*, *op. cit.*, p. 85.

[20] *Ibid.*, p. 80.

lisant le cheval de Troie de l'Afrique du Sud, « moralement libérée », pour les investisseurs sans scrupule et ainsi « *le football peut pleinement participer à la néocolonisation de l'Afrique par l'intermédiaire des sponsorings et partenariats qui financent consommation et marchandisation de pacotilles au milieu d'un océan de besoins fondamentaux*^[21] ». Coca-Cola, Sony, McDonald's, Hyundai, Budweiser, Visa et quelques autres de moindre importance ont définitivement pris pied dans ce nouvel eldorado de la mondialisation, grâce à la FIFA qui en repartira afin de poursuivre son œuvre philanthropique au Brésil en 2014 !

L'exploitation ordinaire

Et pendant ce temps, la vie continue. Le 13 mai 2009, plusieurs millions de kilomètres carrés de nouveaux espaces ont subitement été intégrés à l'écoumène : au titre de la convention de Montego Bay sur le droit de la mer, les pays côtiers ont pu déposer avant cette date des demandes d'extension de leurs « plateaux continentaux ». Cette extension autorise les États à prospecter les fonds marins au-delà de leur zone économique exclusive (qui s'étend sur 200 miles marins des côtes) jusqu'à 370 miles si certaines conditions géologiques sont réunies. La France, deuxième pays au monde par sa superficie marine, a ainsi obtenu un million de kilomètres carrés en plus des 10,2 millions qu'elle possède déjà. L'Australie a gagné 2,3 millions. Et une dizaine d'autres pays ont également reçu un avis de la convention sur leurs demandes d'extension. Plusieurs dizaines de pays supplémentaires attendent encore, et les États ayant signé la convention depuis 1999 ont dix ans après leur ratification pour déposer un dossier^[22].

Parce qu'elle doit être fondée sur un argumentaire géologique rigoureux, la demande nécessite des moyens financiers importants, ce qui a empêché les pays les plus pauvres de faire des dossiers à temps. Ces nouvelles richesses marines vont donc profiter principalement aux nations les plus riches. Et parce que la convention prévoyait que seules les demandes sans litiges seraient prises en compte, des accords de raison ont été passés, à l'image du traité entre la France, l'Espagne, l'Irlande et la Grande-Bretagne à propos du golfe de Gascogne. Mais au final, c'est un changement de très grande envergure qui se dessine dans l'exploitation des fonds marins à l'échelle globale.

Mais c'est dans la zone polaire que les enjeux sont les plus vifs, à mesure que se confirme la réduction accélérée de la calotte polaire. Alors même qu'en décembre 2009 à Copenhague la conférence des

[21] *Ibid.*, p. 96.

[22] G. Dupont, « Les fonds marins, objet de convoitise pour les États », *Le Monde*, 13 mai 2009.

Parties de la Convention Climat était présentée comme le sommet de la dernière chance, les principales puissances du globe, et donc les principaux pollueurs, gonflent leurs muscles médiatiques et diplomatiques. Ainsi la Russie largue, le 2 août 2007, une capsule de titane renfermant un drapeau de la Fédération de Russie à la verticale du pôle nord, par 4200 mètres de fond, au motif que des géologues russes auraient prouvé qu'une chaîne de montagnes sous-marine, la dorsale de Lomonosov, relierait directement le pôle nord à leur territoire. Et cela avant de s'arranger pour ouvrir de nouvelles zones d'exploitations minières et d'hydrocarbures. En jouant de sa position avantageuse dans la mer de Barents, la Russie tente d'obtenir des concessions des autres États circumpolaires, la Norvège notamment^[23]. La Russie et la Norvège ont ainsi abouti à un accord délimitant les zones de souveraineté des deux États dans la mer de Barents et l'océan Arctique, ce dernier renfermant probablement plus du quart des réserves pétrolières et gazières mondiales non encore découvertes^[24]. Dans la double perspective du réchauffement climatique et de la tendance haussière des matières premières sur les marchés mondiaux, les appétits s'aiguisent pour le contrôle des ressources énergétiques !

Plus récemment, des géologues et l'armée américaine annonçaient que l'Afghanistan renfermait sans doute une des plus importantes zones minières au monde. Le fer et le cuivre pourraient être en quantité suffisante pour placer le pays en tête des producteurs mondiaux de ces métaux. Les réserves en lithium seraient plus importantes qu'en Bolivie, qui jusque-là possédait les plus importants gisements connus au monde. Et les filons regorgeraient également de cobalt, d'or et de niobium. Le *New York Times*, qui a rapporté le premier cette « découverte », précise dans sa conclusion que les experts terminent actuellement les études techniques nécessaires avant que ne « *débutent les mises aux enchères internationales* », notant implicitement qu'il n'est pas possible d'imaginer que l'Afghanistan puisse prendre en charge l'exploitation de ces ressources^[25].

Des extensions et des découvertes permises par la guerre ou le réchauffement planétaire qui ouvrent des champs d'exploitation inédits dans l'histoire récente, mais qui restent marginales dans le débat public. Un événement sportif qui prend des dimensions d'enjeu identitaire et symbolique dans le jeu international mondial et cache du coup l'accaparement des profits réalisés par quelques-uns et la misère aggravée pour la plupart ainsi que l'affaiblissement institutionnel qu'ils peuvent provoquer. Une chronique ordinaire d'un monde de plus en plus violent : de toute façon, à la fin il n'en restera que onze...

[23] S. Stawhill, « Resources and the environment: the new security balance », *Focus North*, n° 3, 2008, <http://www.atlanterhavskomiteen.no>.

[24] W. Gibbs, « Russia and Norway reach accord on Barents Sea », *The New York Times*, 27 avril 2010.

[25] J. Risen, « U.S. identifies vast riches of minerals in Afghanistan », *The New York Times*, 13 juin 2010.